



DELÉGATION DE POUVOIRS ET DE SIGNATURE

De : Madame Delphine ERNOTTE-CUNCI

Agissant en qualité de **Présidente Directrice Générale de Orange France**, société anonyme au capital de 2 096 517 960 €, inscrite au RCS de Créteil sous le numéro 428 706 097, ayant son siège social au 1 avenue Nelson Mandela, 94745 ARCUEIL Cedex

Agissant au titre de la décision du conseil d'administration d'Orange France en date du 25 juin 2010.

Ci-après « le Délégrant »

A : Monsieur Marc BLANCHET

Agissant en qualité de **Directeur Entreprises France**, ci-après « le Déléataire ».

I. PREAMBULE

Orange France participe à la stratégie de l'opérateur intégré menée par France Télécom et contribue à la mise en œuvre de la politique de distribution de la relation Clients sur les marchés Grand Public, Professionnels et Entreprises au sein du groupe France Télécom. M. Marc BLANCHET est en charge, pour le groupe France Télécom, de la Direction Entreprises France avec pour missions :

- Pilotage et animation des ventes Entreprises.
- Conception et promotion des offres de roaming.
- Marketing des produits et services sur la Voix.
- Marketing des produits et services de Données.
- Marketing des terminaux, produits et services.
- Développement et gestion des offres de fidélisation.
- Pilotage de la relation clients et des centres services clients Entreprises.
- Maîtrise d'ouvrage du Système d'Information Entreprises.

Dans ce cadre, Madame Delphine ERNOTTE-CUNCI, Présidente Directrice Générale d'Orange France donne délégation, pour toutes les opérations commerciales sur les produits et services mobiles, à Monsieur Marc BLANCHET, Directeur Entreprises France.





En cette qualité, et conformément aux fonctions qui lui sont imparties, le Déléataire dispose des pouvoirs nécessaires pour engager Orange France et prendre les mesures appropriées afin de faire assurer et de veiller au respect des dispositions légales et réglementaires dans les domaines suivants :

- Commercial, notamment dans les relations avec les clients Entreprises et les distributeurs France Télécom, indépendants et SCS ;
- Marchés publics ;
- Concurrence et télécommunications ;
- Droit social : notamment interdiction du travail clandestin, recours au travail temporaire, respect des motifs de recours aux contrats à durée déterminée, interdiction du prêt exclusif de main-d'œuvre et du marchandage, délit d'entrave, organisation et durée du temps de travail, etc...
- Hygiène et sécurité au sein des services relevant de sa direction, en s'assurant de la stricte et constante application de la réglementation en vigueur.

La présente énumération n'est aucunement limitative des obligations du Déléataire et ce dernier devra plus généralement prendre les mesures nécessaires pour assurer et veiller au respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou usages et procédures internes applicables aux activités placées sous sa responsabilité.

Le Déléataire déclare connaître les textes en vigueur dans les domaines qui lui sont délégués, ainsi que les sanctions pénales applicables en cas de non respect.

Si, dans l'exercice de sa mission, le Déléataire a la connaissance d'un fait susceptible d'entraîner un risque eu égard à la réglementation applicable, il devra prendre tous les moyens appropriés pour prévenir ou circonscrire ce risque.

II. DOMAINE DES POUVOIRS DÉLÉGUÉS

En conséquence de quoi, le Délégrant donne au Déléataire pouvoir pour :

1. - DANS LE DOMAINE ACHATS DE BIENS (hors immobilier) ET PRESTATIONS DE SERVICES

Dans son domaine de compétence, le Déléataire doit veiller au respect de la politique d'achat du Groupe France Télécom (notamment au respect des procédures d'achat) et de toutes les dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger (notamment au regard du droit de la concurrence, du droit social et dans le domaine environnemental). Il bénéficie de l'assistance technique de la Direction Achats.

Le Déléataire reçoit délégation, dans son domaine de compétence, pour :

- signer au nom d'Orange France tous contrats, commandes ou conventions (hors conventions avec les cabinets de conseil juridique) :
 - dans les domaines couverts par des contrats cadres :



- pour les prestations de conseil¹ (ne concerne pas les conventions avec les cabinets de Conseil juridique lesquelles relèvent de la compétence du Secrétaire Général), dans la limite de 100 000 euros par contrat ; au-delà de ce montant le contrat doit être co-signé par le Directeur exécutif en charge des Achats du Groupe ; la faculté de subdéléguer en matière de Conseil est limitée à un montant de 50 000€ par contrat et sera assortie d'une obligation, pour le subdélégataire, de rendre compte sur la mission concernée ;
- pour les autres catégories d'achat, sans limite de montant,
- dans les domaines non couverts par des contrats cadres dans la limite de 50 000 € par contrat, avec faculté de subdéléguer limitée à un montant de 15 000 €.
- valider les demandes d'achat saisies dans le système d'information ainsi que les engagements de dépenses correspondants,
- établir la liste des habilitations pour valider les demandes d'achats et les engagements de dépenses correspondants, dans le respect des procédures de passation des commandes,
- signer tout accord de confidentialité n'entraînant pas d'engagement financier pour Orange France,
- signer toute transaction, après validation de celle-ci par la Direction Juridique d'Orange France, d'un montant inférieur ou égal à 50 K€,
- vérifier la conformité à la commande des biens et prestations livrés ; donner le bon à payer et certifier les factures correspondantes.

Par ailleurs, dans son domaine de compétence, il a pouvoir pour signer au nom d'Orange France :

- *les conventions avec les collectivités locales ou organismes publics,*
- les conventions avec les filiales,

et certifier les factures correspondantes.

2. - DANS LE DOMAINE COMMERCIAL

Dans son domaine de compétence et dans le périmètre géographique qui lui est confié, le Délégué devra prendre l'ensemble des mesures appropriées, afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables.

Le Délégué a en charge de mettre en œuvre la politique de vente sur le marché Entreprises, dans le respect notamment du droit des télécommunications et de la concurrence.

Dans son domaine de compétence et le cas échéant dans le périmètre géographique qui lui est confié, le Délégué doit prendre l'ensemble des mesures appropriées, afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables, de la politique nationale tarifaire commerciale de Orange France, ainsi que de toutes les réglementations applicables dans ce domaine, notamment au regard du droit des télécommunications et du droit de la concurrence.

¹ Les prestations de conseil sont définies comme étant les prestations de conseil en stratégie, en organisation et méthodes, en marketing, en finances, en ressources humaines et en système d'information ainsi que les études de marché.

Le Déléataire a pouvoir pour :

- définir et piloter la mise en œuvre de la politique de vente et de la relation commerciale clients sur le marché Entreprises, Pro et PME ;
- négocier et signer au nom d'Orange France, toute convention ou contrat commercial avec les distributeurs et les partenaires, ainsi qu'avec les clients Entreprises et personnes publiques, quel qu'en soit le montant, dans ses domaines de compétence ;
- certifier les arrêtés de rémunérations des distributeurs ;
- signer tout contrat ou acte d'aliénation à titre onéreux (vente, échange) ou gracieux de biens mobiliers dans ses domaines de compétence, dans la limite de 300 000€ ;
- signer toute décision de désinvestissements d'un bien (mise au rebut, cession etc.) dans ses domaines de compétence, dans la limite de 300 000 € (valeur nette comptable) ;
- effectuer la facturation et le recouvrement des créances commerciales et autres créances ;
- effectuer toute refacturation de produits et modification ou abandons de créances ;
- dans le cadre des procédures soumises au code des marchés publics ou à des dispositions législatives ou réglementaires imposant une procédure de consultation, signer l'ensemble des documents d'appel d'offres, la soumission des offres et, de manière générale, tous documents échangés au cours de la procédure de sélection et la signature de l'ensemble des pièces du contrat ou du marché attribué au Titulaire, ainsi que leurs avenants.

3. - DANS LE DOMAINE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le Déléataire doit prendre l'ensemble des mesures appropriées afin d'assurer le respect de la politique applicable à Orange France, ainsi que le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables en France en matière sociale, en particulier dans les domaines de l'embauche et du recrutement, du recours au travail temporaire, du droit disciplinaire, de la formation professionnelle, de la durée du travail et des relations avec l'Administration du Travail.

3.1. Il a la responsabilité de la gestion des salariés de droit privé relevant de son autorité ou appartenant à des entités qui lui sont rattachées dans le cadre législatif et réglementaire applicable (embauche, rémunération, licenciement, gestion des prestations de services et de sous-traitance dans leur domaine de compétence, ...) et dans les conditions fixées ci-après :

TYPE D'ACTES	SEUIL
Embauche et promotion (y compris les modalités de sélection)	A à G
Contrat individuel d'ACO et ses avenants (C.D.D., C.D.I. etc.)	A à G
Mutation et affectation	A à G
Convention de détachement et mise à disposition	A à G
Suspension de fonctions	A à G
Toutes ruptures de contrats de travail (licenciements etc.)	A à G
Discipline : toutes sanctions	A à G
Rédaction et signature de transaction	A à G

Temps partiel et cessation progressive d'activité	A à G
Congés de toute nature (accidents du travail etc.)	A à G
Continuité de service : désignation en cas de grève	A à G
Appréciation	A à G
Rémunération	A à G
Indemnités, frais professionnels, heures supplémentaires	A à G
Prestations sociales, aides et secours	A à G
Charges sociales : oppositions et retenues sur rémunérations (remboursements, prêts etc.)	A à G
Remises gracieuses au personnel sur créances paye et indemnités, aides exceptionnelles	A à G dans la limite de 3050 €

Le Délégué a, dans ses délégations et les moyens mis à sa disposition, pour rôle de coordonner avec les autres Délégués les mesures et modalités de mobilité, mutation, déploiement, reclassement entre les différentes directions et établissements du Groupe France Télécom, dans le respect des principes rappelés ci-dessus.

Outre les délégations précitées en matière de Gestion des Ressources Humaines, le Délégué est investi de la responsabilité de la mise en place, du fonctionnement régulier et de la gestion des institutions représentatives des personnels de Orange France rattachés à son périmètre et ce, dans le respect des prescriptions légales et réglementaires et de celles de la convention collective applicable et des accords collectifs d'entreprise. Il est habilité à négocier les accords d'établissement et à rédiger les règlements intérieurs.

3.2. Dans son domaine de compétence, le Délégué a pouvoir pour proposer, pour les fonctionnaires détachés ou mis à disposition, des niveaux A à G, relevant de son autorité ou appartenant à des entités qui lui sont rattachées dans le cadre législatif et réglementaire applicable, dans les conditions ci-après :

- La rémunération ;
- La mise en œuvre des procédures disciplinaires et les sanctions inférieures ou égales à 6 mois d'exclusion, à l'exception des sanctions des 2ème, 3èmes et 4ème groupes pour les fonctionnaires en position d'activité ou appartenant à des corps ministériels ou interministériels.

4. - DANS LES DOMAINES HYGIENE ET SECURITE

Le Délégué dispose de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives, des règles internes de l'entreprise ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger en matière des procédures Hygiène et Sécurité par les salariés de ses divisions/directions et des autres directions et intervenants extérieurs amenés à intervenir dans les locaux des entités qui lui sont rattachées et sur les chantiers placés sous sa responsabilité.

Le Délégué prend la responsabilité de la définition des règles et des procédures en matière d'hygiène et de sécurité du personnel et des tiers au sein des locaux et chantiers des entités qui lui sont rattachés ainsi que de leur mise en œuvre, et ce dans le respect de toutes les prescriptions légales, réglementaires ou



conventionnelles et dans le respect des dispositions propres à l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité. Il doit définir les plans de prévention applicables au personnel extérieur.

Dans ce cadre et dans le respect des règles et lois applicables en la matière, le Délégué doit définir pour son périmètre, les normes de prévention par métier.

En cas de refus d'obéissance par un salarié ou un intervenant extérieur, le Délégué doit en informer sans délai le supérieur hiérarchique du salarié récalcitrant, soit au sein de la division/direction concernée, soit au sein de l'entreprise prestataire s'il s'agit d'un intervenant extérieur, afin que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent.

Si dans l'exercice de ses missions, le Délégué a la connaissance d'un fait susceptible d'entraîner un risque quelconque pour la sécurité des personnes ou des biens, il doit prendre tous les moyens appropriés pour prévenir ou circonscrire ce risque et a tous pouvoirs pour faire procéder aux travaux urgents (c'est-à-dire de nature à empêcher la survenance ou à réduire l'importance du risque) de sa propre initiative.

5. - DANS LE DOMAINE SYSTEMES D'INFORMATION

Dans son domaine de compétence, le Délégué doit prendre toutes mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger en matière de réglementation relative à la collecte et au traitement des informations nominatives, notamment l'interdiction de collecter, sans l'accord exprès des personnes, des informations dites sensibles, et d'information des clients sur la gestion des informations données notamment sur le droit d'accès de rectification et d'opposition des informations les concernant.

Il doit prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des informations et notamment éviter que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non-autorisés.

D'une manière générale, il doit assurer le respect de la vie privée des clients et prendre toute précaution utile pour que le traitement de données nominatives concernant les clients n'ait pas pour effet de porter atteinte à leur vie privée.

Le Délégué doit saisir la Direction Juridique France pour l'ensemble des formalités relatives aux déclarations CNIL.

Il doit veiller au respect, durant toute la durée de vie des bases de données, de la finalité du traitement indiqué dans les déclarations faites à la CNIL, et de façon générale garantir la confidentialité des informations relatives aux personnes physiques ou morales, notamment au regard de la loi Informatique et Libertés.

6. - DANS LE DOMAINE IMMOBILIER

Le Délégué a en charge la réalisation des travaux de petit entretien des locaux occupés par les personnels de son périmètre.

A ce titre, il doit faire respecter les lois et réglementation en matière environnementale et d'urbanisme, ainsi que les lois et réglementation en matière d'Hygiène et Sécurité pour le personnel et le public.





Le Délégataire peut prendre à bail pour les petites surfaces techniques et les implantations d'antennes et prendre à bail à l'étranger dans la limite de 15 000 € par mois et par opération.

7. - DANS LES DOMAINES JURIDIQUE, CONTENTIEUX ET ASSURANCES

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire d'un débiteur, dans ses domaines de compétence, le Délégataire peut prendre part à toutes les assemblées ou délibérations des créanciers, et doit déclarer, produire et affirmer toute créance, faire toutes remises de dettes et abandons de créances.

Il lui est également donné pouvoir de signer tout accord de confidentialité n'entraînant pas d'engagement financier pour Orange France.

8. - DANS LE DOMAINE ENVIRONNEMENTAL

Dans ses domaines de compétence, le Délégataire doit prendre les mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives, des usages applicables ainsi que des dispositions propres à l'entreprise tant en France qu'à l'étranger en vigueur en matière environnementale et du cadre de vie, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, en matière de gestions des sites, des implantations de câbles et des antennes.

De même, il doit prendre les mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions précitées notamment en matière de santé, de protection de l'air, de l'atmosphère et de l'eau, de protection de la faune et la flore, et notamment la réglementation sur les produits toxiques et ce au regard des évolutions éventuelles de la réglementation et des prescriptions des autorités administratives.

9. ORGANISATION

Le Délégataire a en charge :

- la définition de l'organisation générale de sa direction, après avis du Directeur général ;
- la définition des principes d'organisation des entités composant sa direction ;
- la création, modification, suppression des unités opérationnelles ou pôles des entités rattachées à sa direction.

III. MOYENS ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION

Afin de lui permettre d'exercer les fonctions dont il a la responsabilité, le Délégataire dispose des moyens, de l'autorité et des compétences nécessaires, notamment techniques et juridiques, pour assurer pleinement ses responsabilités.

Le Délégataire peut, notamment, représenter Orange France et signer tous documents au nom d'Orange France dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés.





Plus généralement, le Délégataire dispose d'une indépendance et autonomie pour organiser l'ensemble des moyens de sa Direction dans le cadre des objectifs généraux de l'entreprise et du groupe France Télécom et des objectifs budgétaires annuels et doit prendre toutes les mesures pour veiller à l'accomplissement de ses missions et s'assurer que ces mesures soient effectivement respectées.

En conséquence, et compte tenu du niveau de responsabilité et de qualification du Délégataire, le Délégant lui délègue ses pouvoirs de contrôle, de direction et de discipline en vue d'assurer l'entier accomplissement des obligations susvisées.

Il est rappelé au Délégataire que cette délégation de pouvoirs emporte transfert de responsabilités et qu'en conséquence, sa responsabilité pénale personnelle se trouvera engagée en cas d'infractions aux prescriptions dont il doit assurer le respect, que les infractions soient commises par lui-même ou par un membre du personnel placé sous sa responsabilité.

Il est convenu que le Délégataire veillera à suivre toute formation qu'il jugera utile afin de lui permettre d'approfondir ses connaissances dans les domaines ci-dessous délégués.

Le Délégant se réserve la faculté de suspendre ou de retirer à tout moment les pouvoirs délégués par la présente.

IV. RECOURS AUX SUBDELEGATIONS

Sauf avis contraire du Délégant, le Délégataire peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs préposé(s) placé(s) sous sa direction et pourvu(s) de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission, et ce, dans les limites prévues ci-dessus et dans les conditions et modalités organisées par Orange France dans le cadre de la politique de délégation de pouvoirs du Groupe France Télécom.

*
* *

Cette délégation prend effet à compter du 1^{er} octobre 2011 et annule et remplace les délégations de pouvoirs précédemment consenties par le Délégant au Délégataire.

En cas de départ ou de changement de fonction du Délégataire, la délégation qui lui a été consentie prendra fin automatiquement.

Fait à Arcueil, le

La Présidente Directrice Générale



Delphine ERNOTTE-CUNCI

**ACCEPTATION DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS CONSENTIE
PAR LA PRESIDENTE DIRECTRICE GENERALE DE ORANGE FRANCE**

De : **Monsieur Marc BLANCHET**
 Agissant en qualité de **Directeur Entreprises France**
 (Ci-après « le Délégataire »)

A : **Madame Delphine ERNOTTE-CUNCI**
 Agissant en qualité de **Présidente Directrice Générale de Orange France**
 (Ci-après « la Délégante »)

➤ **MODALITES DE L'ACCEPTATION**

En sa qualité de Directeur Entreprises France, le Délégataire accepte la délégation qui lui a été consentie par acte de la Délégante en date du 1^{er} octobre 2011 et déclare disposer des pouvoirs, de l'autonomie et des compétences nécessaires pour veiller au respect de la réglementation applicable dans les domaines qui lui ont été délégués aux termes dudit acte.

Le Délégataire déclare connaître les dispositions légales et réglementaires, ainsi que les règles administratives ou les usages applicables tant en France qu'à l'étranger, en vigueur dans les domaines qui lui ont été délégués, ainsi que les sanctions pénales applicables en cas de non respect de ces règles.

Cette délégation de pouvoirs emporte transfert de responsabilités et, en conséquence, la responsabilité pénale personnelle du Délégataire se trouvera engagée en cas d'infractions aux prescriptions dont il doit assurer le respect, que les infractions soient commises par lui-même ou par un membre du personnel placé sous sa responsabilité.

En outre, la responsabilité pénale éventuelle d'Orange France n'exclut pas la mise en œuvre de sa responsabilité personnelle.

Il lui appartient de prendre toutes les mesures en conséquence et de s'assurer qu'elles sont effectivement respectées.

➤ **RECOURS AUX SUBDELEGATIONS**

Par ailleurs, compte tenu de sa fonction, le Délégataire prend note de la possibilité de sous-déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs préposé(s) placé(s) sous sa direction et pourvu(s) de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de cette mission, et ce, dans les limites prévues par la délégation et le respect des conditions et modalités organisées par Orange France dans le cadre de sa politique de délégation de pouvoirs.

Fait à Arcueil, le

Signature du Délégataire
Marc BLANCHET